

Renforcer la formation en sciences humaines en réduisant l'histoire-géo : cherchez l'erreur !

Il y a quelques jours, le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a pris la décision, de revoir les modalités de la formation géographique et de la formation historique dans les grilles horaires de l'enseignement qualifiant. Un projet de décret devrait être soumis, sous peu, au Parlement. Cette décision a donné lieu, dans les colonnes de *La Libre Belgique* et sur le site *Enseignons.be*¹, à des articles qui semblent rassurants. Mme la Ministre M.-D. Simonet nous a également adressé un courrier qui va dans le même sens, précisant que son projet est de renforcer la formation de nos élèves en sciences humaines. Les raisons de craindre une contraction sensible de la formation historique et géographique sont pourtant avérées.

Si on peut se réjouir que l'histoire et la géographie soient maintenues au 2^e degré de l'enseignement technique de qualification et même renforcées au 2^e degré du professionnel, elles disparaissent en effet de la grille en 7^e professionnelle. De plus, en 5^e et 6^e années (qualification et professionnel), les nouvelles grilles ouvrent la possibilité de ramener l'enseignement de la géographie et de l'histoire sur une seule année (en 5^e) pour faire place, en 6^e année, à une formation en sciences économiques et sociales. Cette dernière ne ferait plus appel aux apports spécifiques de l'histoire et de la géographie, ni aux enseignants de ces disciplines.

Une crainte infondée ? Pas du tout ! Les quotas horaires maximums qui sont fixés par degré, pour la formation commune, sont en effet supérieurs de deux unités à la somme des maximums accordés à chaque branche. Ils risquent donc inévitablement d'amener les pouvoirs organisateurs à faire le choix de supprimer la formation historique et géographique en 6^e année. Cette option est d'ailleurs encouragée dans la note du Gouvernement qui précise que « l'idée est de prévoir la formation historique et géographique plutôt au 2^e degré et au début du 3^e degré [en 5^e] pour terminer par la formation sociale et économique. Les cours d'une période/semaine [une leçon de 50 minutes] seront interdits et devront être regroupés sur une année scolaire à raison de 2 périodes/semaine ». Ces contraintes et/ou propositions laissent donc bien aux pouvoirs organisateurs la possibilité de supprimer la formation géographique et historique en 6^e année. À moins qu'ils ne se résolvent à ramener de 4h à 2h les mathématiques, le français ou les langues modernes au 3^e degré dans les filières de qualification. En professionnel, seul le cours de français pourrait ainsi être réduit. Une option qui nous semble hautement improbable.

Il faut ajouter que, ainsi réduite, au 3^e degré, à une seule année d'étude, la formation historique et géographique perdra sa valeur certificative. La certification par unités (CPU) que le Gouvernement a entrepris d'implanter dans l'enseignement qualifiant prévoit en effet qu'il ne devrait pas y avoir de certification à l'issue de la 5^e année, cette certification s'opérant seulement à la fin de la 6^e (ou de la 7^e P) sur base de la réussite des enseignements suivis cette (ces) année(s), si l'on se réfère à la législation actuelle. L'enseignement de l'histoire et de la géographie tel qu'assuré en 5^e année n'aurait donc aucun poids certificatif.

Enfin, on est en droit de s'interroger comment le Gouvernement, qui entend « gérer au mieux les différences entre technique de qualification et professionnel »² et, pour ce faire, prévoyait d'offrir plus de temps aux élèves du professionnel pour satisfaire aux mêmes exigences (4 années en technique de qualification et 5 années en professionnel)², compte expliquer aux

¹ S. BOCCART, *Non, les cours d'histoire-géo ne disparaîtront pas !*, dans *La Libre Belgique*, 11/5/2012, p. 9 et *Les cours d'histoire et de géographie ne sont pas menacés dans le qualifiant*, sur *Enseignons.be*, mis en ligne le 13/5/2012

² Cahier de charge pour l'écriture des référentiels interréraux, (2012), p. 36.

enseignants de sciences humaines la manière de s'y prendre puisque, dans ces disciplines, les élèves disposeront du même nombre d'années et d'heures de formation quelles que soient leur filière.

La décision du Gouvernement risque donc bel et bien d'amener les pouvoirs organisateurs à contracter la formation géographique et historique des élèves du qualifiant, laquelle est déjà, grossièrement, inférieure de moitié à celle des élèves dans les filières de transition. Il faut en effet rappeler que l'histoire et la géographie, les deux seules « sciences de l'homme » au programme de la formation obligatoire dans le secondaire, ne sont enseignées qu'à raison d'une ou de deux leçons par discipline et par semaine dans l'enseignement général, une seule leçon hebdomadaire par discipline dans l'enseignement qualifiant qui est visé par la récente décision du Gouvernement. Comment espérer que, avec un temps d'apprentissage aussi réduit... et qui risque de se réduire encore, dans des classes souvent plus nombreuses que dans d'autres cours, et pour l'enseignement qualifiant avec des élèves qui rencontrent des difficultés d'apprentissage et dont les aptitudes socio-cognitives et socio-langagières ne favorise pas toujours la maîtrise d'un certain nombre de repères culturels, les enseignants de ces disciplines puissent assurer à tous la maîtrise d'un bagage dont l'ampleur croît avec la complexité de notre monde ?

Cette décision démontre, une fois de plus, l'incohérence du pouvoir politique, lequel n'a de cesse de proclamer le rôle essentiel de l'École au plan de l'éducation à la citoyenneté, et ce tout en refusant aux enseignants les moyens d'y contribuer comme ils le pourraient et le souhaiteraient.

Bien sûr, nos élèves souffrent d'une carence majeure de clés de lecture des réalités économiques et sociales. Les crises qui se sont succédé depuis 2008 demeurent, pour beaucoup, largement illisibles, comme d'ailleurs à bien des adultes qui n'ont pas bénéficié du minimum d'« alphabétisation économique » que l'École aurait dû leur prodiguer. Les sciences économiques et sociales ont un rôle essentiel à jouer dans la formation citoyenne.

Mais faut-il pour autant faire table rase de la formation historique et géographique, en 6^e et 7^e années de l'enseignement qualifiant ? À l'heure où l'on se demande si « Marine Le Pen est compatible avec la République », les référents historiques nécessaires pour décoder les ressorts de l'extrême droite et se rappeler les fondements des valeurs de la République nous paraissent au moins tout aussi pertinents que ceux que peuvent livrer les sciences économiques et sociales. À l'heure où l'on s'interroge sur la manière de faire face au défi climatique, la géographie n'est-elle au moins autant à même que l'économie de faire comprendre aux élèves les tenants et aboutissants du phénomène de réchauffement auquel l'Homme doit faire face ?

Même si les sciences économiques et sociales recèlent donc une indéniable valeur ajoutée au plan citoyen, on peut en outre craindre que, vu le caractère très tardif de l'enseignement de ces disciplines en fin de cursus secondaire, sans prérequis des élèves, l'on ne soit tenté par des apprentissages d'ordre très pratique et à faible valeur citoyenne. Ce n'est pas de cette caricature de formation économique et sociale dont nos élèves ont besoin. Car, du bulletin de virement au bulletin de vote, il y a plus qu'un pas...

Pour assurer la maîtrise des connaissances et des compétences indispensables à l'éducation citoyenne de nos élèves, il serait bien plus judicieux, plutôt que de substituer les sciences économiques et sociales à l'histoire et à la géographie, d'affecter davantage de temps d'apprentissage aux sciences humaines, dans leur ensemble, en évitant de les mettre en concurrence et en exploitant leurs complémentarités, plutôt qu'en les juxtaposant.

Revendication corporatiste ? Pas du tout ! Elle trouve sa source dans la conviction que, après les langues anciennes qui ont constitué le creuset de la formation de plusieurs générations de jeunes, après les mathématiques, les sciences et les langues souvent considérées, depuis les années 1970-80, comme le gage d'une formation de qualité, il serait urgent d'accorder aux sciences humaines un poids beaucoup plus important dans la formation intellectuelle des élèves confrontés à un monde plus complexe et plus mouvant, sans doute, que les générations précédentes.

Loin de nous l'idée de contester la fécondité d'une formation de l'esprit par le contact avec les auteurs anciens. Ou de minimiser l'importance de la maîtrise des langues et d'une alphabétisation scientifique dans le monde contemporain. Là aussi, la citoyenneté est en jeu. Mais la complexité de notre société et des défis à affronter en ce XXI^e siècle oblige l'Ecole à donner à nos élèves les clés pour décoder et affronter cette complexité. Ces clés gisent, pour une bonne part, au cœur des sciences humaines. La part qui leur est actuellement faite ne peut conduire qu'à un déficit de formation.

Dans sa Déclaration de politique communautaire 2009-2014, le Gouvernement proclame que « l'école doit être un lieu d'émancipation sociale, personnelle et culturelle, de formation à l'esprit critique et à la citoyenneté responsable »³. Déjà béant, le fossé entre ce projet auquel nous adhérons et les moyens que l'on accorde aux enseignants, s'élargit encore avec la décision sur laquelle nous demandons au gouvernement de revenir.

F. AGNELLO (professeur d'histoire à l'AR Herstal et Pepinster), A. ANDRIES (Premier avocat général honoraire près la Cour militaire), J.-P. ATIENZA (enseignant à l'Institut Maria Goretti, Angleur), F. BALACE (professeur d'histoire, ULg), N. BALFROID (professeur de sciences sociales et de sciences humaines à l'ISJ, Carlsbourg), P. BECK (professeur à l'UCL, ancien enseignant dans le secondaire technique et professionnel), L. BECKERS (Directeur adjoint dans l'enseignement technique et professionnel), D. BELAYEW (maître-assistant en géographie à la Haute Ecole de Vinci, Louvain-la-Neuve), I. BERG (professeur de sciences humaines à l'Institut Saint-Louis Amercoeur, Liège), M.-A. BERNARD (présidente de l'Association Charles Plisnier), I. BIVER (professeur dans l'enseignement pour adultes et guide-conférencière), V. BOTMAN (professeur d'histoire au Collège royal Marie-Thérèse, Herve), G. BOTTIN (maître assistant en géographie, HELMo Ste Croix), M. BOUHON (professeur de didactique de l'histoire à l'UCL, professeur-associé à l'Université de Sherbrooke), J.-M. BROGNIET (maître-assistant en histoire à la HELHa), F. BUDO (maître-assistante en sciences sociales, HELMo), A. CALONE (professeur d'histoire et de géographie à l'AR Liège Atlas), L. CAPART s.j. (maître-assistant, HELMo-Gramme, Liège), S. CARDOL (professeur d'histoire et de sciences humaines à l'Institut du Sacré-Cœur de Visé), L. CHERDON (maître-assistante en histoire à la Haute École de Bruxelles), M. CLAESSENS (professeur de géographie et de sciences humaines à l'Institut Marie-Thérèse à Liège), G. CARIO (sous-directrice à l'Institut saint Vincent de Paul à Bruxelles), C. CHAMPION (maître-assistante en histoire à la Haute Ecole Robert Schuman), A. CHEVALIER (*Secrétaire générale* de la CGé), P. CLAES (professeur d'histoire et de sciences humaines à l'Institut Saint-Vincent, Bruxelles), P. COETS (professeur de sciences humaines à l'Institut Maria Goretti, Angleur), F. COLMANT (professeur à l'AR d'Arlon et Neufchâteau-Bertrix), M.-C. CONNART (maître-assistante en histoire à la Haute Ecole de Louvain-en-Hainaut), F. COOLS (professeur d'histoire à l'AR de Huy), J. CORNET (maître-assistant en sciences sociales, HELMo et CGé), A. CORNIL (professeur à l'IDU, Molenbeek), L. COURTOIS (professeur d'histoire, UCL), T. CUVELIER (maître-assistant en histoire à la Haute Ecole Louvain en Hainaut de Leuze, professeur d'histoire au Centre Educatif Saint-Pierre de Leuze-en-Hainaut), L. DAEMS (professeur d'histoire à SFX2, Verviers), E. DEBRUYNE (professeur d'histoire, UCL), E. DECHAMPS (chargée de cours à l'IEPSCF, Uccle), M.-P. DEFRAITEUR (maître-assistante en géographie, HELMo/St-Roch à Theux), P. DELBRASSINE (professeur de sciences humaines à l'Institut du Sacré-Cœur de Visé), C. DELHAISE (historien), B. DELHEZ (professeur de sciences humaines à l'Institut Don Bosco, Huy), Laurence DELVAUX (professeur au Collège Saint-Hadelin, Visé), F. DEMOULIN (licenciée en sciences économiques et professeure de sciences humaines, Collège Sainte-Croix et Notre-Dame, Hannut), C. DESAMA (professeur émérite de l'ULg, bourgmestre de Verviers), M. DUMOULIN (professeur d'histoire à l'UCL), N. DE SMET (CGé), B. DE VOS (professeur de géographie), D. DIAGRE (historien, assistant au Jardin botanique national de Belgique), O. DONNEAU (maître-assistant en histoire à la HEL - Jonfosse, Liège), A. DUBREUCQ (professeur de didactique de la géographie, ULB), V. DUCHESNE (professeur d'histoire et de sciences humaines à l'Institut Sainte-Claire, Verviers), J. DUFOUR (professeur d'histoire au Collège Sainte-Croix et Notre-Dame, Hannut), C. DURY (historien, archiviste diocésain, Liège), L. FARACI (professeur de géographie et de sciences humaines au Collège Saint-Quirin, Huy), S. FINCK (professeur d'histoire au Collège Saint Barthélemy, Liège), N. FOLIE (professeur d'histoire et de sciences humaines à l'Institut Notre-Dame, Thuin), R. FOURNY (professeur de géographie au Collège Sainte-Croix et Notre-Dame, Hannut), M. FRANCQ (maître-assistante à la Haute Ecole

³ *Déclaration de politique communautaire 2009-2014*, p. 17.

Louvain en Hainaut), M. GEENS (professeur de sciences humaines, d'histoire et de français au Collège Saint-Augustin), M. GENON-GRAIN DORGE (professeur d'histoire à l'AR d'Aywaille), J.-M. FRISSEN (professeur d'histoire et proviseur à l'AR « Air Pur » de Seraing), S. GIUNTA (professeur de français à AR Lucie Dejardin, Seraing), C. GONDA (maître-assistante en géographie à la Haute Ecole Charlemagne à Liège), G. GRANDJEAN (FNRS-ULg), J. HALLEUX (professeur d'histoire à la Haute Ecole Charlemagne de Liège-Rivageois), D. HENSGENS (professeur de français à l'Ecole Polytechnique de Herstal), B. HECQ (maître-assistant en géographie à la Haute Ecole de Vinci, Louvain-la-Neuve), J. HERBET (metteur en scène), Th. HOGGE (professeur d'histoire au Collège Saint-Hadelin, Visé), C. JACMIN (professeur de géographie, assistante à ULg, Cifén), J.-L. JADOUILLE (professeur de didactique de l'histoire à l'ULg, Cifén), A. JANNES (ancienne directrice de l'Institut Saint Vincent de Paul, Bruxelles), C. JEAN (AESI en sciences humaines), F. JORIS (président du Comité scientifique d'histoire verviétoise), I. KEIMEUL (professeur d'histoire à l'AR Charles Rogier, Liège), L.-B. KOCH (professeur d'histoire au Centre Scolaire SFX1, Verviers), E. LAERA (professeur d'histoire AR de Soumagne), E. LAHAUT (Directeur de l'Institut Saint-Vincent de Paul, Bruxelles), M. LAKAYE (professeur d'histoire à l'AR de Waremme), D. LALLEMAND (professeur de français à l'Institut Marie-Thérèse, Liège), B. LALOUX (professeur d'histoire à l'A.R. Vielsalm-Manhay), C. LAMBERT (professeur de sciences humaines au Collège Sainte-Croix et Notre-Dame, Hannut), C. LANNEAU (professeur d'histoire, ULg), E. LAUREYS (historien, directeur du Centre d'étude des Francophones en Flandre), C. LEGUEBE (professeur d'histoire à l'AR d'Arlon), A. LEERSCHOOL (professeur d'histoire à l'AR Lucie Dejardin, Seraing), V. LENOIR (professeur de sciences humaines, Collège Sainte-Croix et Notre-Dame, Hannut), J.-B. LENST (maître-assistant en Histoire, Haute École Galilée), F. LIBERT (professeur de sciences humaines à l'Institut Maria Goretti, Angleur), J. LIESENBORGH (ancien enseignant, directeur et sénateur), M. LLOREDA (professeur de sciences humaines à l'IDU, Molenbeek), S. LOCHET (professeur de français, de sciences humaines et de communication à l'Institut Maria Goretti, Angleur), V. LUNSKENS (professeur d'histoire à l'Institut Marie-Thérèse, Liège), F. MAERTEN (historien, Ceges), N. MAHY (professeur de géographie), I. MALTUS (professeur d'histoire à l'AR de Montegnée), B. MASEREEEL (professeur d'histoire au Collège Saint-Remacle de Stavelot), B. MARTIN (professeur d'histoire au Collège Cardinal Mercier à Braine-l'Alleud), D. MARTIN (historien, CEGES), G. MARTINOT (logopède au CHU, Liège), L. MARX (maître-assistant à l'Henallux, Bastogne), G. MEUNIER (maître-assistant en géographie à HELMo et professeur de géographie au collège Saint-François d'Assise, Ans), S. MUSELLE (professeur d'histoire à l'AR de Huy), M. NAVÉAU (professeur de sciences-humaines à l'Institut Maria Goretti, Angleur), M. NEVEN (maître-assistante en histoire, HELMo), Paul NISIN (professeur d'histoire et de sciences humaines à l'Institut Marie-Thérèse, Liège), M. PAQUAY (étudiant en sciences humaines à la HEL - Jonfosse, Liège), C. PARTOUNE (professeur de didactique de la géographie, ULg, Cifén et HELMo, Liège), R. PASTEGER, (professeur de latin à l'AR d'Esneux), J. PATERNOSTRE (Centre Culturel La Vénerie), A. PUCCIO (professeur d'histoire au Collège Saint-Barthélemy, Liège), L. PUCCIO (historienne, Archives de l'Etat à Liège), S. RASCHEVITCH (chargée de formation en didactique de l'histoire, ULg, Cifén), A. REMY (Historienne, aspirant FNRS en Sciences sociales et politiques à l'ULB), H. ROLAND (chercheur qualifié au FNRS, professeur à l'UCL), B. ROSOUX (professeur d'histoire au Centre Scolaire Saint-Benoît & Saint-Servais, Liège), T. RUTAGANDA (professeur de géographie à l'Académie provinciale des Métiers et à l'IESPP de Mons), Eric SACRÉ (professeur d'histoire au Collège Sainte-Croix et Notre-Dame à Hannut), C. SAPPIA (assistante en histoire, UCL), J.-M. SIMON (professeur d'histoire et de sciences humaines au Collège Saint-Augustin d'Enghien), Ph. SOUTMANS (maître-assistant en sciences sociales à la Haute Ecole de Vinci, Louvain-la-Neuve), F. STINI (enseignante à l'AR d'Arlon), J.-F. STOFFEL (Maître-assistant en histoire à la Haute Ecole de Namur, Liège et Luxembourg), C. THIEBAUT (professeur de sciences économiques au Collège Saint-Lambert et Saint-Laurent, Herstal), C. THIRIFAYS (professeur d'histoire à l'Institut Saint-Roch, Theux), Michel THIRY (maître-assistant en histoire, HELMo), D. TOULMONDE (professeur d'histoire à l'Institut St Vincent de Paul, Bruxelles), P. TRIFOY (professeur de français, de sciences humaines et de communication à l'Institut Maria Goretti, Angleur), E. VAEREMANS (assistante en didactique de l'histoire, UCL), Anne VANDERGETEN-SALIEN (professeur au Lycée Saint-Jacques, Liège), C. VANDERMOTTEN (professeur émérite à l'ULB, membre de la Classe des Lettres de l'Académie Royale de Belgique), C. VANDERPELEN (professeur à l'ULB), V. VANDERSLEYEN (professeur de langues germaniques à l'AR d'Auderghem), A. VAN HAECHT (professeur de sociologie à l'ULB), F. VAN HAEPEREN (professeur d'histoire à l'UCL), A. VANNESTE (Universiteit Antwerpen), F. VAN RISSEGHEM (professeur de géographie à l'Ecole Polytechnique de Herstal et Ecole Polytechnique de Verviers), L. VAN YPERSELE (professeur d'histoire à l'UCL), G. VOZ (maître-assistant en pédagogie et méthodologie, HELMo), R. WATTIEZ (membre du PO de l'ISV et maître-assistant à la HE Leonard de Vinci), Y. WILLEMAERS (historien), B. WINANDY (professeur au Collège Saint-François-Xavier, Verviers), E. WOOS (professeur d'histoire au Collège Saint-Barthelemy, Liège), J. WYNANTS (ancien directeur d'école secondaire, Verviers)